

La Décomposition des États

Pierre Kropotkine

5 avril 1879

Si la situation économique de l'Europe se résume en disant : chaos industriel et commercial et faillite de la production capitaliste, — la situation politique se caractérise en disant : décomposition galopante et faillite prochaine des Etats.

Parcourez les tous, depuis l'autocratie gendarmesque de la Russie jusqu'à l'oligarchie bourgeoise de la Suisse, et vous n'en trouverez pas un seul (à l'exclusion, *peut-être*, de la Suède et de la Norvège) qui ne marche pas à course accélérée vers la décomposition, et par suite, vers la révolution.

Vieillards impuissants, la peau ridée et les pieds chancelants, rongés de maladies constitutionnelles, incapables de s'assimiler les flots d'idées nouvelles, ils gaspillent le peu de forces qui leur restent, ils vivent aux dépens de leurs années déjà comptées, et ils accélèrent encore leur chute en s'entre-déchirant comme de vieilles grogneuses.

Une maladie incurable les ronge tous : c'est la maladie de la vieillesse, du déclin. L'Etat, cette organisation dans laquelle on laisse entre les mains de quelques-uns la gestion en bloc de *toutes* les affaires de *tous*, cette forme de l'organisation humaine a fait son temps. L'humanité élabore déjà de nouveaux modes de groupements.

Après avoir atteint leur point culminant au dix-huitième siècle, les vieux Etats de l'Europe sont entrés aujourd'hui dans leur phase descendante ; ils sont en dégringolade. Les peuples — surtout ceux de race latine — aspirent déjà à la démolition de ce pouvoir central qui ne fait qu'empêcher leur libre développement. Ils veulent l'autonomie des provinces, des communes, des groupements ouvriers liés entre eux, non plus par un pouvoir qui s'impose, mais par les liens des engagements mutuels, librement consentis.

C'est la phase historique, dans laquelle nous entrons ; rien ne saurait en empêcher la réalisation.

Si les classes dirigeantes pouvaient avoir le sentiment de la position, certes, elles s'empresseraient de marcher au devant de ces aspirations. Mais, vieilles dans les traditions, sans autre culte que celui de la grosse bourse, elles s'opposent de toutes leurs forces à ce nouveau courant d'idées. Et, fatalement, elles nous mènent vers une commotion violente. Les aspirations de l'humanité se feront jour, — mais au grondement du canon, à la crépitation de la mitrailleuse, à la lueur des incendies.

Lorsque, après la chute des institutions du moyen-âge, les Etats naissants faisaient leur apparition en Europe et s'affermisssaient, s'agrandissaient par la conquête, par la ruse, par l'assassinat, — ils ne s'ingéraient encore que dans un petit cercle des affaires humaines.

Aujourd'hui, l'Etat est parvenu à s'immiscer dans toutes les manifestations de notre vie. Du berceau à la tombe, il nous étouffe dans ses bras. Tantôt comme Etat central, tantôt comme Etat-province ou canton, tantôt comme Etat-commune, il nous poursuit à chaque pas, il apparaît à chaque coin de rue, il nous impose, nous tient, nous harcèle.

Il légifère sur toutes nos actions. Il accumule des montagnes de lois et ordonnances, dans lesquelles l'avocat le plus malin ne sait plus se retrouver. Il crée chaque jour de nouveaux rouages qu'il adapte gauchement à la vieille patraque rhabillée, et il en arrive à créer une machine si compliquée, si bâtarde, si obstructive, qu'elle révolte ceux-là même qu'elle se charge de protéger.

Il crée une armée d'employés, d'araignées aux doigts crochus qui ne connaissent l'univers qu'à travers les sales carreaux de leurs bureaux, ou par leurs paperasses au langage absurde ; une bande noire qui n'a qu'une religion — celle de l'écu, qu'un souci — celui de se raccrocher à un parti quelconque, noir, violet ou blanc, qui lui garantira le plus d'appointments pour le minimum de travail.

Les résultats — nous ne les connaissons que trop bien. Y a-t-il une seule branche de l'activité de l'Etat qui ne révolte ceux qui, malheureusement, ont à faire avec elle ? Une

seule branche, dans laquelle l'Etat, après des siècles d'existence et de replâtements, n'ait pas fait preuve de sa complète incapacité ?

Les sommes immenses et toujours croissantes que les Etats prélèvent sur les peuples, ne leur suffisent jamais. L'Etat existe toujours aux dépens des générations futures ; il s'endette, et partout il marche vers la ruine.

Les dettes publiques des Etats de l'Europe ont déjà atteint le chiffre immense, incroyable, de plus de *cent milliards, cent mille millions de francs !* Si toutes les recettes des Etats avaient été employées, jusqu'au dernier sou, pour couvrir ces dettes, elles n'auraient pas suffi pour les couvrir d'ici à quinze ans. Mais, loin de diminuer, ces dettes augmentent tous les jours. C'est dans la force des choses, que les besoins des Etats surpassent toujours leurs moyens. L'Etat, forcément, cherche à étendre ses attributions ; chaque parti au pouvoir est obligé de créer de nouveaux emplois pour ses clients ; c'est fatal.

Donc, les déficits et les dettes publiques vont et iront toujours en croissant, même en temps de paix. Mais qu'il arrive une guerre quelconque, et immédiatement les dettes de tous les Etats croissent dans une proportion immense. C'est à n'en jamais finir ; impossible de sortir de ce dédale.

Les Etats marchent à toute vapeur vers la ruine, la banqueroute ; et le jour n'est pas loin où les peuples, las de payer annuellement quatre milliards d'intérêts aux banquiers, prononceront la faillite des Etats et enverront ces banquiers bêcher la terre s'ils ont faim.

Qui dit « Etat » nécessairement dit « guerre. » L'Etat cherche et doit chercher à être fort, plus fort que ses voisins ; sinon, il sera un jouet dans leurs mains. Il cherche forcément à affaiblir, à appauvrir d'autres Etats pour leur imposer sa loi, sa politique, ses traités de commerce, pour s'enrichir à leurs dépens. La lutte pour la prépondérance, qui est la base de l'organisation économique bourgeoise, est aussi la base de l'organisation politique. C'est pourquoi la guerre est devenue aujourd'hui la condition normale de l'Europe. Guerres prusso-danoise, prusso-autrichienne, franco-prussienne, guerre d'Orient, guerre en Afghanistan se succèdent sans interruption. De nouvelles guerres se préparent ; la Russie, l'Angleterre, la Prusse, le Danemark, sont prêtes à déchaîner leurs armées, et, sous peu, elles vont en venir aux mains. On a déjà des causes de guerre pour trente ans.

Or, la guerre — c'est le chômage, la crise, les impôts croissant, les dettes s'accumulant. Plus que ça. Chaque guerre est un échec moral pour les Etats. Après chaque guerre, les peuples s'aperçoivent que l'Etat fait preuve d'incapacité, même dans son attribution principale ; il ne sait pas même organiser la défense du territoire ; même victorieux, il subit un échec. Voyez seulement la fermentation des idées qui est née de la guerre de 1871, aussi bien en Allemagne qu'en France ; voyez le mécontentement soulevé en Russie par la guerre d'Orient.

Les guerres et les armements tuent les Etats ; elles accélèrent leur faillite morale et économique. Encore une ou deux grandes guerres, et elles donneront le coup de grâce à ces machines ébranlées.

A côté de la guerre extérieure — la guerre intérieure.

Accepté par les peuples à la condition d'être le défenseur de tous et surtout des faibles contre les forts, — l'Etat aujourd'hui est devenu la forteresse des riches contre les pauvres, des exploiters contre les exploités, du propriétaire contre le prolétaire.

A quoi sert-elle, cette immense machine que nous nommons Etat ? — Est-ce à empêcher l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste ? Du paysan par le rentier ? Est-ce à vous assurer le travail ? à vous défendre de l'usurier ? à vous fournir la nourriture lorsque votre femme n'a que de l'eau pour apaiser l'enfant qui pleure à son sein tari ?

Non, mille fois non ! L'Etat — c'est la protection de l'exploitation, de la spéculation, de la propriété privée — produit du vol. Le prolétaire qui n'a que ses bras pour toute fortune

n'a rien à attendre de l'Etat; il n'y trouvera qu'une organisation faite pour empêcher à tout prix son émancipation.

Tout pour le propriétaire fainéant, tout contre le prolétaire travailleur : l'instruction bourgeoise qui dès le bas âge corrompt l'enfant, en lui inculquant les préjugés anti-égalitaires; l'Eglise qui trouble le cerveau de la femme; la loi qui empêche l'échange des idées de solidarité et d'égalité; l'argent au besoin, pour corrompre celui qui se fait un apôtre de la solidarité des travailleurs; la prison et la mitraille à discrétion pour fermer la bouche à ceux qui ne se laissent pas corrompre. Voilà l'Etat.

Cela durera-t-il? Cela peut-il durer? Evidemment non. Une classe entière de l'humanité, celle qui produit tout, ne peut pas toujours soutenir une organisation établie spécialement contre elle. Partout — sous la gendarmerie russe comme sous l'hypocrisie gambettiste — le peuple mécontent se révolte. L'histoire de nos jours, c'est l'histoire de la lutte des gouvernants privilégiés contre les aspirations égalitaires des peuples. Cette lutte fait la principale préoccupation des gouvernants; elle dicte leurs actes. Ce ne sont pas des principes, des considérations de bien public qui déterminent aujourd'hui l'apparition de telle loi, ou de tel acte gouvernemental; ce ne sont que des considérations de la lutte contre le peuple, pour la conservation du privilège.

Seule, cette lutte aurait suffi pour ébranler la plus forte organisation politique. Mais, lorsqu'elle s'opère dans des Etats qui marchent déjà par suite de la fatalité historique vers le déclin; lorsque ces Etats roulent à toute vapeur vers la ruine et se déchirent, par-dessus le marché, les uns les autres; lorsque enfin l'Etat tout-puissant se rend odieux à ceux même qu'il protège, — lorsque tant de causes concourent vers un même but, alors l'issue de la lutte ne peut être mise en doute. Le peuple, qui est la force, aura raison de ses oppresseurs; la chute des Etats ne devient plus qu'une question de peu de temps, et le philosophe le plus tranquille entrevoit déjà les lueurs d'une grande révolution qui s'annonce.

Oui, l'heure de cette révolution est proche. En Russie comme en Angleterre, en Allemagne comme en Espagne, en France comme en Italie, l'édifice vermoulu des Etats chancelle. Mille causes historiques, politiques et économiques, dont nous n'avons esquissé que les principales, travaillent à la même œuvre de démolition. Certes, dans les divers Etats européens, la fermentation révolutionnaire revêt son caractère spécial, mais partout la commotion approche et les classes régnantes avouent elles-mêmes leur impuissance de conjurer la tempête qui monte à l'horizon.

Quel est le caractère que cette fermentation prend dans les divers pays, — le *Révolté* le dira dans un prochain numéro, lorsqu'il passera en revue les éléments révolutionnaires de l'Europe.



Pierre Kropotkine
La Décomposition des États
5 avril 1879

extrait le 11 octobre 2026 d'*Archives autonomies*, tiré du *Révolté* du 5 avril 1879

bibliotheque-anarchiste.com